

Viktor SHEINIS²

Institut d'économie mondiale et de relations internationales

Moscou

Deux fois durant le XXème siècle devant la Russie s'est offerte la possibilité de dépasser le cliché formé historiquement des relations conflictuelles entre la société et l'Etat. Pour la première fois, il a été possible de changer les conditions de cette coexistence dans les années 1950-1960, après la dénonciation par Khrouchtchev du culte de la personnalité de Staline au 20^{ème} congrès du Parti Communiste de l'URSS (PCUS). Alors une telle occasion était plutôt théorique. La volonté et les actions des réformateurs se sont avérées limitées, et la société, exposée à de nombreuses difficultés durant la période stalinienne, n'a pas pu engendrer la force, capable de prendre l'initiative et changer la nature du pouvoir. L'opportunité d'un changement s'est présentée une deuxième fois dans les années 1980. Cette fois le rapport de force a été beaucoup plus complexe.

LA FIN ANNONCEE DE L'UNION SOVIETIQUE

Pendant les dernières décennies du XXème siècle, le système soviétique bolcheviste est entré dans une crise générale. Historiquement il était condamné, mais son agonie pouvait se prolonger assez longtemps. L'arrivée aux postes de direction dans le parti (PCUS) et l'Etat du groupe des réformateurs avec Michael Gorbachev en tête a donné l'élan décisif à l'élimination de ce système. Le facteur subjectif a prédéterminé le temps et les impulsions des changements. Le point de départ de l'histoire moderne de la Russie (et d'autres ex-républiques de URSS) fut 1985 et non 1989 (la chute du mur de Berlin), ni même 1991 (décembre, la dislocation de l'URSS), comme on le pense souvent.

Les gens, qui ont été à l'origine de ces changements, avaient une idée très imprécise de l'échelle des problèmes qui allaient inévitablement apparaître, et des conséquences, auxquelles

¹ Traduit du russe par Irina Peaucelle.

² Viktor Sheinis a publié en 2005 : *L'envol et la chute du Parlement. Les années critiques de la politique de la Russie (1985-1993)*, Centre Carnegie de Moscou. Cet ouvrage est composé de deux tomes de 703 et 766 pages respectivement, n'a pas été traduit en français. Viktor Sheinis fut député, professeur et chercheur à l'Académie des sciences. Il est aussi un des leaders du parti d'opposition Yabloko et le rédacteur du code électoral de la Russie. Voir à ce propos la présentation de l'ouvrage par Irina Peaucelle dans le N°26 d'*Innovations, Cahiers d'économie de l'innovation*, publié en 2007 aux Editions de Boeck, pages 199 à 206.

leurs actions devaient mener. Ce type d'aveuglement se produit toujours et partout lorsque des tournants historiques rapides se produisent. Mais le mouvement de masse, indépendant des pouvoirs et « polychrome », est né dès la proclamation de nouveaux objectifs à atteindre : la remise en cause du contrôle idéologique et l'arrêt des mécanismes répressifs. La partie réformatrice de la direction du Parti communiste de l'Union Soviétique a cessé d'être le seul moteur des changements dans ce pays.

Les leaders et le groupe militant des démocrates, s'appuyant sur le mouvement de masses dans les principales régions du pays, se sont retrouvés, déjà en 1989, devant la nécessité de choisir entre :

- le recours aux outils existants entre leurs mains sous la pression des réformateurs de PCUS, en s'orientant vers un procès d'évolution sur le long terme et en se consolidant comme une force politique indépendante, ou
- mener la lutte pour le pouvoir en misant sur un leader charismatique, pour sortir du cadre politique existant.

Chacune de ces variantes était associée à des risques sérieux. Dès 1989 et surtout en 1990, le centre de gravité des événements a commencé à se déplacer vers le Parlement. Les forces, qui se sont organisées politiquement en tant que groupe Interrégional de députés dans le Parlement Fédéral (de l'URSS), qui ont obtenu plus tard une supériorité de courte durée dans le Parlement Russe, ont cassé le système établi après 1917. Ils ont ainsi ouvert la voie vers la renaissance du parlementarisme russe. Mais dans l'acharnement de la lutte, en s'appuyant sur les sentiments nationaux et n'ayant mal estimé la conséquence de leurs actions, les démocrates ont placé une grande partie de leurs forces dans la création d'un centre de pouvoir alternatif, au-delà du parlement et en réalité peu en rapport avec celui-ci : la présidence de la Russie.

LA MARCHÉ VERS LE CHANGEMENT AU DEBUT DES ANNEES 1990

En août 1991, le mouvement populaire a fait échouer la tentative du putsch revanchard. Le pays s'est retrouvé une fois de plus devant l'enchevêtrement des voies historiques. Mais, le potentiel créé par la victoire populaire du mois d'août ne s'est pas réalisé. L'essor politique s'est manifesté brusquement en un reflux. Deux coalitions se sont formées, et entre elles dès le printemps 1992, d'abord dans le Parlement, puis dans les rues s'est déroulée la lutte acharnée. Chacune des coalitions était hétérogène. Dans une dominaient les forces conservatrices, nationales et souverainistes. L'autre reflétait l'amalgame de la nouvelle bureaucratie et des

démocrates du premier appel, qui se sont tout de suite éloignés vers la périphérie du nouveau pouvoir. Les tentatives visant à former « a troisième force » ont échoué. À mesure de l'aggravation de la situation, les forces et les approches radicales devenaient de plus en plus influentes dans les deux coalitions.

La situation politique s'est détériorée sans arrêt dans les années 1992-1993. Les buts initialement déclarés ont été écartés et placés au deuxième plan. La lutte pour le pouvoir en a été renforcée. En Russie, où il n'a jamais existé ni le respect de la loi, ni la culture du compromis, les deux parties du conflit ont dédaigné l'article de la loi, et ont transgressé l'interdit de la violence. La visée n'était pas une recherche de compromis, mais la victoire, et plus la bataille était destructrice, plus il le valait. Les événements tragiques de l'automne 1993 (la confrontation entre le Parlement Russe et le Président Russe, Boris Eltsine), pour lesquelles les deux parties assument la responsabilité, ont eu des graves conséquences et ont laissé une empreinte sur les événements ultérieurs.

Cependant, le bilan total de ce que s'est passé dans les années 1980-1990 n'est pas négatif. Beaucoup de ce que l'époque de « Perestroika » n'a pas osé ou n'a pas pu faire a été « réalisé » au cours de ces années : le modèle idéologique « Parti-Etat » fut démoli dans sa présentation stalinienne, et ceci sans guerre civile. On a introduit la Constitution, bien que contenant des biais dans l'organisation du pouvoir de l'Etat, mais fixant les principes démocratiques d'avant-garde dans les relations entre le pouvoir et la société. Pour se substituer au système administratif de distribution de biens économiques il y a eu les poussées des relations marchandes et de la propriété privée. Le pays s'est ouvert sur l'extérieur et a fait une série de pas vers la communauté des Etats démocratiques. Fait nouveau : des associations indépendantes de l'Etat, des mass-médias officiels et autres ont vu jour. Après 1985, la Russie s'est levée à un tel niveau de la liberté (selon Hegel, l'affirmation, l'élargissement, la diffusion de la liberté n'est-elle pas la quintessence du progrès, le sens de l'histoire ?), qu'elle n'avait jamais atteint dans son histoire.

UN PROCESSUS CHAOTIQUE

Mais, ces événements n'étaient pas irréversibles. La législation démocratique a été retouchée. La démocratie tend à devenir une fiction. Le Parlement, la cour de justice et les institutions publiques dans leur ensemble sont devenues des coquilles vides. Le secteur des affaires et les principaux médias sont soumis au contrôle rigide de l'Etat. Les attaques contre les organisations non gouvernementales se sont multipliées. Elles rappellent parfois les méthodes utilisées par les

services secrets d'une époque révolue. L'idolâtrie du stalinisme est réapparue dans l'historiographie officielle et dans la tête d'une partie considérable du peuple.

La question de la politique étrangère est un autre problème idéologique car des tensions sont créées de manière volontaire. Premièrement, les intérêts nationaux sont présentés par le pouvoir et ses idéologues comme une donnée et une évidence. Mais sur le contenu de ce que sont les intérêts nationaux et de ce qui ne les sont pas, on peut et on doit discuter. On ne peut pas accepter non seulement les provocateurs professionnels qui envahissent les écrans de la télévision du pays, mais aussi ceux, qui voient l'atteinte à leurs sentiments patriotiques personnels dans le fait que la Russie accepte des compromis dans les domaines touchants aux affaires du monde.

Deuxièmement, les actions rudes dans la politique étrangère russe, souvent assez extravagantes, se suivent et reflètent, comme cela arrive presque toujours, le tournant dans la politique intérieure. Les escapades absurdes et contreproductives, mais impressionnantes, adressées à l'extérieur, tels que : le conflit autour du gaz avec l'Ukraine, les disputes avec ce pays à cause de la ligne frontalière sur la mer d'Azov, l'interdiction à l'importation des mandarines de l'Abkhazie. Quand on n'aime pas les résultats des élections, l'embargo sur les vins géorgiens et moldaves, et puis le déploiement de la campagne antigéorgienne à grande échelle provoquent la joie auprès d'un auditoire peu exigeant, habitué à penser dans les catégories dichotomiques « nous » et « eux », et qui pour cette raison, assure au pouvoir un renfort politique important, que ce dernier apprécie et exploite implacablement.

UN ROLE INTERNATIONAL A JOUER

Troisièmement, le pouvoir, en éprouvant douloureusement la perte de la grandeur « impériale », perd de plus en plus le sens de la stratégie. Il serait naïf d'idéaliser la politique étrangère des pays occidentaux. La politique étrangère de n'importe quel Etat contient les éléments d'intéressement, des principes doubles, et parfois de l'imprévoyance élémentaire. Les contradictions existent dans la politique des unions occidentales. Elles se manifestent dans les relations entre la Russie et les Etats-Unis, entre la Russie et l'Europe, mais il serait préférable de se comporter sagement et ne pas chercher chaque fois à se mettre en opposition par rapport aux prétentions américaines de s'afficher comme une nouvelle superpuissance. Les actions politiques et militaires des Etats-Unis subissent parfois la critique méritée également de la part de l'Europe. Les Américains eux-mêmes condamnent « l'orgueil de leur force ». Mais il ne faut pas oublier

l'essentiel : les Etats-Unis avec leur potentiel puissant s'engagent à résoudre dans un certain nombre de régions les problèmes, qui sont incommensurables pour la Russie et les autres pays, mais pour la résolution desquels ils sont intéressés. Face aux dédales globaux du XXIème siècle et, en particulier, au processus irréversible de la démographie mondiale, la Russie fait partie de l'Ouest. Elle doit cesser d'essayer de jouer le rôle d'arbitre partout, dans les relations entre les Etats de l'Ouest et les Etats « offensés », rejeter les jeux enfantins à la « multipolarité » du cours de politique extérieure et refuser définitivement la reconnaissance et la « compréhension » des régimes tels que du Corée du Nord ou de l'Iran, et de tels organisations terroristes, comme le Hamas et le Hezbollah.

Nous constatons, que les interventions des personnalités politiques occidentales et de l'opinion publique contre les violations des droits civils et des lois antidémocratiques en Russie sont en partie produites par ces vellétés. Il y a quelques années un politologue américain écrivait : la Russie semi démocratique peut être seulement un semi allié de l'Ouest. Récemment il a déclaré : la Russie s'éloignant de la démocratie a cessé d'être l'allié de l'Ouest. A peine plus retenue est la position exprimée dans le dernier exposé du Conseil américain sur la politique étrangère. La réaction instinctive de l'« establishment » russe, une fois de plus, est de donner la repartie aux « calomnieurs de la Russie ». Dans un tel sport, sont parfois impliquées les personnes politiques sérieuses. Quant aux démocrates russes, des hommes de bonne volonté, il ne faut pas se sentir vexés par leurs propos. Mais il nous faut écouter, quand ils nous disent que notre Etat lèse les droits des citoyens, qu'il se comporte dans ses relations avec les Etats voisins, comme l'éléphant dans la boutique de porcelaine, qu'il ne devrait pas se lier avec le régime de Loukachenko à Biélorussie.

On ne peut pas en deux ou trois phrases simples expliquer les causes du nouvel échec dans la tentative de transformation de la Russie par une voie démocratique, ou comprendre les raisons de l'abandon ses heurts du pouvoir qu'ont détenu les forces démocratiques au profit des forces de la restauration politique. Les affirmations (émanant des « politologues de la cour », sorte d'intellectuels organiques) selon lesquelles le pouvoir « gauchise » et emploie des méthodes autoritaires (au moyen d'une « démocratie dirigée » dans le vocabulaire de ces politologues) pour réaliser plus facilement et plus rapidement la modernisation de l'économie et de la société russes. Or, le résultat est précisément l'inverse, c'est-à-dire la dé-modernisation. Les élites dominantes, quant à elles, sont avant tout préoccupées par la conservation et la redistribution en son sein des revenus élevés générés par leur immense propriété.

Les synthèses sociales et historiques des penseurs libéraux, subjectivement honnêtes, méritent une attention particulière dans l'analyse de l'alignement d'une partie importante de réformateurs d'hier du côté de la restauration triomphante. S'ils n'arrivent pas à l'apologie, ils manifestent cependant dans un certain sens une approbation (qui n'exclut pas des appréciations critiques) de la « stabilisation », qu'ils opposent au chaos et aux excès des années 1990.

Les faits sont là pour étayer l'argumentation de cette position (la croissance économique, bien que avec les rythmes décroissant, l'affairement de certaines branches de la production nationale après la défaillance de 1998, la régularité dans le versement des salaires, etc.), mais aussi les fantômes (la politique étrangère caressant les sentiments patriotiques, « l'éloignement des oligarques » de la politique). L'argument capital est la stabilité de la confiance, obtenue au cours de plusieurs années, et l'approbation de l'activité du président actuel par la plupart des Russes, si avantageusement contrastant avec l'opinion sur le premier président de la Russie dans les dernières années de son administration. La stabilité sur la base de la démocratie soi-disant « dirigée » ou « souveraine » prévaut dans cette idéologie et justifie la construction du système pseudo-multipartite d'en haut, l'évincement de la politique publique, l'hypertrophie du pouvoir exécutif (et à son intérieur – des structures et des relations informelles), la création des moulages à la place du parlement, de la cour de justice, des instituts publics, l'instauration le contrôle rigide par l'Etat sur le business et les principales mass-médias, les attaques, y compris par les moyens rappelant le travail des services secrets du temps passé, contre les organisations non gouvernementales indépendantes.

LE « PROBLEME DE 2008 »

Si la préservation de la stabilité est acceptée à titre d'objectif principal, alors « le problème de 2008 » se met au premier plan (ou, dans l'interprétation élargie, les années 2007-2008) et les diverses variantes de sa résolution (le troisième mandat pour Vladimir Poutine, le mécanisme de la transmission du pouvoir au successeur sûr, le changement de la Constitution, la réunification avec la Biélorussie). Ne rejetant pas du tout l'importance de la stabilité (qui permet d'éviter le développement de processus incontrôlables et destructrices, des chocs profonds de la société), ni celle des changements, qui peuvent se produire vers 2008, il faut souligner que les principaux problèmes de la Russie actuellement (la première décennie du nouveau siècle) sont tous autres.

Le premier de la série de problèmes est de connaître les délais, dans la limite desquels la stabilité de la conjoncture mondiale sera maintenue et si la haute conjoncture du marché mondial

des carburants va se maintenir, comment les flux de capitaux au niveau mondial vont évoluer, comment vont évoluer les rapports de forces politiques, mais aussi si les procédures électorales démocratiques seront respectées. On peut concrétiser ce problème de façon suivante : combien de temps et avec quel degré de réussite la relative accalmie sociale peut être soutenue grâce aux revenus importants générés par l'exploitation des ressources en hydrocarbures (« les projets nationaux »), malgré les processus de « démodernisation » qui la mine (Grigori Javlinsky), malgré « le jeu de modernisation d'en haut » (Evgueni Yasin), malgré « la constitution de l'Etat corporatif » (Andreï Illarionov), l'envergure monstrueuse de la corruption (Gueorgy Satarov) et les pillages de l'argent du Trésor (Vladimir Poutine)³.

Même si on admet, suivant certaines prévisions, qu'une haute conjoncture du marché mondial énergétique se maintiendra pendant 10 ou 15 ans, on ne peut pas exclure l'influence des facteurs non économiques (faiblement liés avec l'économie) sur la stabilité de la situation politique. L'essentiel ici – la scission possible au sein l'élite gouvernante, qui peut ouvrir l'espace pour le retour sur la scène politique des forces, capables d'avancer l'alternative démocratique au régime existant. La « révolution orange » en Ukraine a remporté une victoire non seulement parce que des centaines des milliers de personnes sont sortis dans les rues à Kiev et dans d'autres villes de l'Ukraine. Cette sortie elle-même a été rendue possible et efficace, parce qu'auparavant il y avait une scission profonde, pratiquement en deux, au sein de l'élite politique d'Ukraine. Aux dernières élections présidentielles en Biélorussie, la manipulation et la falsification étaient plus insolentes, qu'en l'Ukraine en 2005, et la protestation pourrait, semble-t-il, attirer dans la rue de Minsk un plus grand nombre de personnes, qu'il n'y en été effectivement. Mais le régime de Loukachenko a réussi à consolider l'élite biélorusse. Si la Russie dans les prochaines années n'est pas impliquée dans « les révoltes inouïes » d'origine spontanée (sur lesquelles on voudrait compter), il ne faut, probablement, pas compter sur un large renouvellement du processus démocratique avant qu'apparaisse une éventuelle scission sérieuse dans l'élite gouvernementale.

La scission dans les élites est une condition nécessaire, mais insuffisante. L'élite n'existe pas dans l'espace social clos. C'est pourquoi la question suivante reste ouverte : quels processus objectifs et subjectifs peuvent provoquer la scission au sein l'élite russe consolidée autour du

³ Grigori Yavlinski est le leader du Parti démocratique de la Russie (Yabloko). Evgueni Yasin est professeur et directeur scientifique à l'Ecole supérieure d'économie à Moscou. Il est aussi président de la fondation « Mission libérale ». Andreï Illarionov est un économiste connu pour avoir conseillé le gouvernement russe sur les réformes économiques dans les années 1990 et pour avoir également été le conseiller du président russe pour les affaires économiques. Gueorgy Satarov est le président de la fondation INDEM (« Information scientifique pour la démocratie »).

président, créer une situation proche de celle qui prévalait à la veille des élections à la Douma en 1999 ? Les impulsions décisives peuvent provenir de l'intérieur, ainsi que de l'extérieur.

Dans le premier cas on ne peut pas exclure l'aggravation des positions extérieures de la Russie sous la pression de l'extrémisme et du fondamentalisme agressif islamique et / ou l'expansion imprévisible du géant, qui se redresse à ses frontières orientales. Et l'un et l'autre peuvent inciter les groupes influents d'en haut à tenter de changer la direction du cours de la politique extérieure, rejeter les prétentions sur « pluralité » de l'orientation de politique extérieure et réaliser instamment la ligne à l'intégration organique au système des unions occidentales. Une telle politique ne peut pas ne pas influencer en fin de compte la politique intérieure. La coalition autour de ce qui est l'essentiel pour les intérêts nationaux, entre les groupes, attachés à l'antiaméricanisme, à l'esprit antioccidental et aux prétentions « impériales » et les groupes au pouvoir, responsables et réfléchissant à plus long terme, peut créer les conditions favorables à une discussion politique ouverte au plus grand nombre de citoyens. D'autres discussions s'ouvriraient alors autour de la présentation des programmes préélectoraux, mobilisant l'activité sociale des gens qui ont pour le moment abandonné le terrain politique.

Aujourd'hui la montée du mouvement libéral et sociodémocrate à l'intérieur du pays – d'en bas et en dehors du système politique en place – du mouvement guidé par des principes pacifiques et constitutionnels, capable à stimuler une partie de la bureaucratie sensée et réaliste au pouvoir de réaliser une révision des valeurs et de leur propre rôle, et puis déchirer les verrous de « la démocratie dirigée », ne semble pas crédible. Cependant la préservation du statut quo – n'est pas la pire des perspectives. Il est nécessaire de voir que contre les promoteurs d'une telle « démocratie » se dresse et, probablement va en se renforçant, la pression d'autres forces, non sans laisser-faire, et parfois avec une complicité directe de la part des éléments les plus réactionnaires du groupement au pouvoir. Cette pression soulève une onde de tendances chauvines, xénophobes, allant jusqu'aux manifestations ouvertement fascistes (« la Russie pour les Russes », « le Mouvement contre l'immigration illégale » et autres). Sur la vague de l'inassouvissement social les démagogues et les extrémistes, mobilisant des moyens d'action illégaux, tenteront de seller les sentiments de mécontentement et former des mouvements correspondants. La matière inflammable nécessaire à cette explosion s'accumule furtivement dans le pays. La tentation de secouer la situation, en s'associant sous une ou autre forme à ces forces de l'opposition au pouvoir, exprimée par certaines personnalités publiques de l'orientation démocratique, comptant ainsi intensifier l'impulsion contre le groupement au pouvoir, présente le danger, qu'on ne doit pas sous-estimer. Une telle association peut amener non seulement au

discrédit des démocrates russes, mais aussi à la désorganisation grave de la vie sociale, qui peut donner naissance à une dictature encore plus rigide et réactionnaire.

Les forces démocratiques de la Russie, sérieusement affaiblies, divisées, perdant les sièges aux dernières élections, privées d'accès aux médias à une large aire de diffusion, se trouvent devant un choix stratégique et tactique difficile. D'une manière générale la question se pose ainsi : que peuvent et doivent faire les partisans des transformations évolutionnistes, réformistes dans les conditions de la contre-réforme et face à la conscience des masses « déchirée », qui garde la méfiance vers la plupart des institutions publiques et du pouvoir, qui a un jugement sévère sur les résultats de leurs « accomplissements », mais pour qui cela se marie avec la confiance stable au président, incarnant la non-alternativité des espoirs (Yu A. Levada⁴) ? Il semblerait que les efforts principaux doivent être orientés pas tellement vers la réalisation directe des objectifs plus proches, y compris les objectifs électoraux, que vers la création des structures et des bases et leur maintien dans l'état de mobilisation, capables d'utiliser les opportunités du demain. Il est important de se préparer afin que ce qui est devant ne soit pas une distance de sprint, mais celle de l'endurance.

Le problème de la concentration des pouvoirs doit être pris en considération dans le futur. La question de la succession est très certainement exagérée. Mais, il importe aussi de prendre en considération, la question d'un changement violent du régime, qui ne peut être écartée.

Pour que la société russe ne soit pas prise au dépourvu pour la troisième fois, il est nécessaire de comprendre ce qui s'est passé en Russie depuis ces deux dernières décennies, dans quel point du cycle historique se trouve le pays aujourd'hui ? A quel point de stabilité (instable ?), venue pour remplacer les chocs de la Perestroïka et de la post-Perestroïka, et comment protéger les germes de la société civile contre le soubresaut des forces qui lui sont hostiles.

⁴ Yu A. Levada est professeur de sociologie, spécialiste des questions d'opinion publique.